

Il y a un an la Russie envahissait l'Ukraine

Il y a un an la Russie envahissait l'Ukraine

Cette guerre a de terribles conséquences humaines, sociales et politiques.

C'est aussi une aubaine pour le capitalisme dominant : les États-Unis et ses valets européens.

Tout comme au premier jour du 24 février 2022, l'invasion de l'Ukraine par la Russie est inacceptable. L'annexion des territoires de l'Est de l'Ukraine par la Russie est condamnable politiquement et du point de vue du droit international qui garantit l'intégrité et l'inviolabilité des frontières. Le nombre de victimes militaires et civiles qu'elle engendre s'élève chaque jour. Elle doit cesser au plus vite.

Le peuple ukrainien est victime de l'escalade guerrière de Poutine, mais il est, dans une autre mesure, pris en otage par un président réactionnaire et jusqu'au-boutiste qui, sous l'apparence d'un bon acteur, est en réalité la marionnette du capitalisme occidental qui cherche à s'imposer sur les marches de la Russie. Le peuple russe subit la répression, la censure et la répression des opposants politiques ; malgré cela, il se bat contre la guerre et contre un pouvoir cynique qui envoie au combat les minorités ethniques et laisse la milice privée de mercenaires Wagner vider les prisons de leurs criminels pour s'en servir comme chair à canon.

Sur une diagonale de 5 000 km du nord de la Finlande à la Géorgie, l'extension des déploiements militaires à la suite de la fin du traité sur les armes de portée intermédiaire et la volonté d'étendre l'OTAN dans les pays de l'Est frontaliers de la Russie ont constitué autant de provocations à l'égard de la Russie.

En conséquence, Les pays qui proclamaient leur neutralité (Finlande et Suède) entrent maintenant dans l'OTAN, d'autres comme le Danemark intègrent le dispositif militaire de l'UE et les Norvégiens acceptent la présence de soldats américains sur leurs bases.

Guerre et domination économique

La guerre en Ukraine s'éternise par la volonté de deux impérialismes : l'impérialisme russe qui vit sur le fantasme de la Grande Russie et l'impérialisme américain qui y voit un moyen de vendre ses armes aux Européens et d'accroître leur dépendance économique en détournant des circuits traditionnels d'approvisionnement en énergie et en denrées alimentaires. Les États-Unis reprennent place physiquement en Europe de l'Est, relancent le complexe militaro-industriel, imposent la substitution du gaz russe par le gaz de schiste nord-américain.

Les multinationales Cargill, Monsanto et Dupont détiennent désormais environ 40 % des terres arables ukrainiennes à l'issue d'une réforme votée en juillet 2021. Les sociétés et fonds de pension Vanguard, BlackRock et Blackstone figurent parmi les plus gros actionnaires de ces entreprises. Le prêt de 5 milliards de dollars avait été accordé à l'époque par le Fonds Monétaire International (FMI) sous la condition d'attirer les investissements étrangers, permettant de « libérer » le plein potentiel des terres agricoles ukrainiennes.

Les États-Unis sont à la manœuvre, depuis plus de vingt ans, pour insérer l'économie ukrainienne dans leur marché et leur division internationale du travail (exploitations agricoles sous contrôle US, salaire minimum très bas et salariat néanmoins assez qualifié). Aujourd'hui, la chaîne financière américaine CNBC révèle que Zelensky et le PDG de BlackRock, conviennent de coordonner les investissements en Ukraine... pour la reconstruction.

Ce même Zelensky fait voter des lois détruisant le droit du travail (contrats zéro heure à l'anglaise et loi privant 70 % des salarié-es ukrainien-nes (celles et ceux des entreprises de moins de 250 salarié-es) du bénéfice des accords collectifs.

Non à l'escalade militaire et à l'économie de guerre

Des écoles, des hôpitaux, des emplois, et des salaires revalorisés, pas des bombes !

Biden vient de passer d'une politique d'aide à la défense de l'Ukraine contre l'agression russe à une politique visant à saper le pouvoir et l'influence de la Russie elle-même. Les dirigeants européens lui emboîtent le pas avec la livraison d'armes offensives. Des chars et peut-être bientôt des avions. Ce qui impliquera sous une forme ou une autre la présence de troupes extérieures sur les terrains d'opération. C'est inacceptable.

En France, les armées bénéficieront d'un budget de 400 milliards d'euros sur la période 2024-2030, dans le cadre de la future loi de programmation, soit 30 % de plus que la précédente. En plus de cela, certains secteurs du Capital veulent développer les infrastructures de fabrication d'armements et de munitions pour aider « notre allié ukrainien ». Un tel engrenage serait non seulement dangereux, mais entraînerait une dérive économique en musclant un capitalisme militaro-industriel, au détriment d'une économie tournée vers la satisfaction des besoins sociaux et de la planification écologique.

Au moment où l'inflation prétendument conséquence de cette guerre permet aux capitalistes de refaire leurs marges, au moment où l'on ferme des milliers de lits d'hôpitaux, des milliers de classes, de bureaux de postes, où les services sociaux sont en berne, où les retraites sont attaquées, où les attentes écologiques sont piétinées, cette logique guerrière est mortifère à tous les niveaux.

Pour la paix, pour une politique de non-alignement

Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage (Jean Jaurès).

Nous voulons continuer le combat anti-impérialiste au XXI^e siècle et, surtout, voulons défendre la paix mondiale avant que le pire n'arrive. Dépassé par le chaos qu'il a lui-même engendré et poussé par les lobbies de l'industrie de l'armement, le capitalisme actuel distille doucement et insidieusement dans les médias à son service l'idée d'une guerre inéluctable, allant jusqu'à la justifier par l'impérieux combat de la démocratie contre « les forces obscurantistes et totalitaires ».

Actuellement, aucune initiative diplomatique sérieuse n'est engagée pour sortir du conflit en cours en Ukraine.

Le Parti de Gauche soutient les luttes pacifistes et démocratiques qui se font jour dans les deux pays afin de faire obstacle aux dérives fascisantes qui sont une véritable menace.

Le Parti de Gauche n'écoute pas les sirènes guerrières américano-russes qui précipitent les peuples européens dans la misère et dans la dépendance. Seule une politique de non-alignement en alliance avec les pays du Sud peut nous permettre de relever la tête et de retrouver la paix propice au bonheur des peuples. Dans la construction d'un monde multipolaire, nous devons récuser la logique des blocs s'opposant les uns aux autres et refuser d'entrer dans la dichotomie du bien et du mal à laquelle les États-Unis veulent réduire les relations internationales. Nous devons œuvrer à ce que l'Ukraine retrouve son intégrité territoriale et soit neutre vis-à-vis de la Russie et de l'Occident, ce qui exclut tout rattachement à l'UE et à l'OTAN. Il y va de l'intérêt de la Russie qui a besoin d'un pays de transition dans une logique d'intégration de l'espace russe à la gestion de l'équilibre et de la stabilité en Europe. Il y va de l'intérêt de l'UE qui aurait ainsi l'occasion de se doter d'une pensée géostratégique stable et cohérente et de réguler les dérives atlantistes de certains de ses membres les plus récents.

CONTACT

Stéphane JEUNEUX

Parti de Gauche

0757181585 · stephane.jeuneux.dafpg@proton.me